

Où en est la "Reconversion" : Aujourd'hui la F.G.E.L.

LA F.G.E.L. (Fédération des Groupes d'Études de Lettres) :

— 7.000 adhérents;

— 16 groupes.

Président: Antoine GRISET.

Bureau de 6 membres : 2 U.E.C., 1 P.S.U., 3 inorganisés.

Tribune Socialiste ouvre aujourd'hui une série d'enquêtes sur la situation actuelle du mouvement Étudiant au moment où, la guerre d'Algérie terminée, se pose le problème de sa reconversion.

Nous donnons la parole à deux dirigeants de la F.G.E.L. : Bruno Queysanne, vice-président, et Antoine Griset, président.

Par le passé, la Sorbonne s'est illustrée dans la lutte contre le colonialisme et le fascisme (le F.U.A. est né à la Sorbonne).

A présent, elle se trouve confrontée à ce problème aigu qu'est la grande misère de l'Université française.

Que l'on songe aux 20.000 étudiants qui se pressent dans une Faculté dont la surface totale est de 15.000 m², couloirs et bureau du doyen compris...

Que l'on songe aux 75 % des étudiants en propédeutique qui ne seront jamais licenciés.

Que l'on songe enfin aux 3 % de fils d'ouvriers seulement qui ont accès à l'enseignement supérieur.

Sur tous ces problèmes, sur la revendication des locaux, sur les conditions d'études, sur la démocratisation de l'enseignement, la F.G.E.L. a engagé une action revendicative résolue.

C'est ça la « reconversion ».

INTÉGRER LA MASSE DES ÉTUDIANTS À LA VIE SYNDICALE

Objectif majeur de la F. G. E. L.

C'EST au bout de 4 étages, dans un local encombré de pancartes revendicatives que les militants portent à la manière des hommes-sandwichs, que nous avons rencontré Antoine Griset et Bruno Queysanne.

T. S. — *Comment la F.G.E.L. a-t-elle abordé*

cette année syndicale qui vient après des années d'action politique ?

GRISET. — L'an dernier, l'activité syndicale a été à peu près nulle car les luttes politiques mobilisaient les militants. Il s'est donc agi de réadapter la base à la revendication syndicale.

Nous avons d'un côté une base qui revendiquait politiquement et de l'autre une base qui revendiquait corporativement. Elles étaient d'ailleurs éloignées. Il fallait donc réunir ces gens pour politiser le corporatisme et corporatiser le politique et aboutir ainsi au syndicalisme.

T. S. — *La formule que tu emploies est bonne, mais crois-tu y être parvenu ?*

GRISSET. — Le premier signe de reconversion a été qu'un certain nombre de comités antifascistes sont venus travailler aux groupes et en ont, pour certains, formé les cadres. Mais il s'agissait surtout d'intégrer la masse des étudiants à la vie syndicale. L'essentiel était que les étudiants prennent en charge eux-mêmes leurs revendications et ne les laissent pas aux mains de l'Administration ou de leurs « bureaucrates ».

T. S. — *N'est-ce pas là faire trop confiance à la « spontanéité des masses »*

GRISSET. — Je ne crois pas. Rosa Luxembourgeois a dit que la masse pouvait trouver seule ses revendications. C'est une attitude « spontanéiste ». En fait, il y a une dialectique difficile à observer entre ce « spontanéisme » et le stalinisme qui consiste à les imposer autoritairement. Notre action a surtout porté sur l'organisation de structures intermédiaires entre la base et le bureau, de structures qui permettent à chacun de participer à la vie du syndicat selon ses capacités et son désir.

T. S. — *Quelles sont ces structures ?*

GRISSET. — Les commissions de réflexion, les comités d'amphi et les groupes de travail.

T. S. — *Que sont ces groupes de travail ?*

GRISSET. — Il fallait réintégrer, en quelque sorte, le travail d'examen dans le syndicat et ouvrir ces groupes de travail préparant aux examens vers des problèmes plus généraux, c'est-à-dire syndicaux.

Dans certains groupes de travail, on a parlé de la manifestation, on a cherché à savoir qui y était allé, ou pas, sa valeur etc.

T.S. — *Cette manifestation, la juges-tu réussie ?*

GRISSET. — Sur le plan formel, oui. Nous avons réuni plus de monde que la manifestation corporative organisée par le bureau de l'U.N.E.F. Mais les mots d'ordre étaient trop « corporatistes ». Et puis toutes les structures dont j'ai parlé n'étaient pas mises en place partout. En un sens, elle était donc prématurée et n'a pas eu toute l'ampleur qu'elle aurait pu avoir.

T. S. — *Quelles sont vos revendications.*

QUEYSANNE. — *Il y a une nouvelle fac.* La commission Le Gorgeu, du IV^e Plan, a prévu l'éclatement de l'Université de Paris selon deux axes Nord-Sud et Est-Ouest. C'est-à-dire respectivement : Villetaneuse-Châtenay-Malabry et Nanterre-Fontenay-sous-Bois.

Mais le problème le plus urgent est de trouver une annexe à la fac de Lettres. Pour les Sciences, l'expérience d'Orsay a été trahie : prévue pour la recherche du 3^e cycle, on y affecte maintenant le second cycle. Et puis on ne peut détacher les C.L.U. (Collèges littéraires universitaires) de leur encadrement socio-économique (transports, logements, resto u.) sans parler de l'équipement culturel et sportif.

Nanterre est le projet le plus avancé. Le terrain est trouvé et la R.A.T.P. est prête à prolonger la ligne Vincennes-Neuilly jusque-là, mais pas avant 1967. Mais ce que nous voudrions, c'est un plan d'ensemble au lieu des vœux du doyen, des vœux de la commission Le Gorgeu.



(Photo Elie Kagan.)

**Tant de monde pour si peu
de place.**

T. S. — *Peux-tu nous dire ce que sont au juste ces C.L.U. dont tu as parlé ?*

QUEYSANNE. — Théoriquement, ces C.L.U. seraient des facultés complètes avec tous les instituts. Pratiquement, il est question de faire de Nanterre un collège exclusivement réservé aux propédeutes. Et cela est inacceptable car il est mauvais de séparer les propédeutes des autres étudiants aussi bien pour les contacts que pour l'encadrement. De plus, l'Université a tendance à les considérer comme des sous-étudiants que l'on doit encadrer particulièrement et dont les initiatives syndicales sont mal vues ; une telle situation renforcerait assurément ces tendances.

T. S. — *Et le logement ? Je crois que la F.G.E.L. représente l' « aile gauche » de l'U.N.E.F., pourquoi ?*

QUEYSANNE. — La F.G.E.L. a contribué à mettre en échec les tendances réformistes (Dutheil, par exemple) qui proposaient de faire appel, vu l'insuffisance du budget du C.N.O., à des crédits privés ou semi-publics (Caisse des Dépôts). De fait, le financement indirect est un moyen de résoudre partiellement les problèmes mais avec des conditions dangereuses pour le mouvement revendicatif. Car ou bien l'U.N.E.F. servait de caution à des sociétés semi-publics et ne pouvait donc revendiquer contre elles, ou bien elle s'associait à leur gestion financière de telle façon qu'elle ne pouvait non plus organiser la revendication car elle l'aurait fait contre elle. Nous pensons que dans la mesure où le Centre National des Œuvres a la possibilité juridique de recourir au financement indirect pour la réservation en H.L.M. de logements étudiants, c'est donc au sein du C.N.O. que doit être mené l'essentiel de notre action.

GRISSET. — Il faut bien dire que notre problème n'est pas seulement le manque de crédits mais celui de la politique du régime gaulliste qui tient à sa nature même. Il ne faut donc pas s'illusionner sur ce que nous pourrions obtenir avec ce régime : certaines satisfactions de détail mais assurément pas l'ensemble.

TJS. — *Justement la politique gaulliste vise à intégrer les syndicats à l'État, ne crois-tu pas que le syndicalisme étudiant est plus vulnérable, ?*

QUEYSANNE. — Je ne crois pas que les étudiants soient plus vulnérables que les ouvriers. Mais un problème nouveau se pose à

nous : l'État et la société capitaliste se donnent de nouvelles structures, une nouvelle organisation, donc des terrains de la lutte de classes et de l'action revendicative changent. Il s'agit pour nous d'intervenir à ces nouveaux niveaux en y transportant nos possibilités d'action de masse. Mais la conversion technique, la technocratie sont bien sûr les nouveaux dangers de la même manière que le parlementarisme fut, dans le passé, le danger de ceux qui voulaient porter la lutte de classes au Parlement. Oui il y a un risque mais y a-t-il une politique sans risques ?

GRISSET. — Il y a un danger venant de tendances favorables à la collaboration avec l'État capitaliste. Si le syndicat échoue dans son rôle d'information, de formation, de prise de conscience par les militants eux-mêmes de leurs problèmes, alors le danger sera réel. Par contre si notre effort pour transformer le syndicat en un syndicat de masse réussit, alors le danger restera faible.

T. S. — *Y a-t-il unité de vos responsables sur ce point de vue ?*

GRISSET. — C'est l'opinion du bureau qui regroupe toutes les tendances de gauche et d'extrême-gauche : 2 U.E.C, 1 P.S.U., 3 inorganisés.

Mais il y a aussi une tendance influente qui fait partie de notre majorité et qui a des positions plus tranchées politiquement que celles du bureau et, qui refuse toute collaboration et toute participation aux structures nouvelles du capitalisme : IV^e Plan, etc. Elle pourrait servir de garde-fou au cas, bien improbable, où certains d'entre nous se laisseraient glisser à une collaboration avec l'État capitaliste.

T. S. — *Si nous prenions un militant de base en lui demandant s'il y a quelque chose de neuf à la F.G. E.L., que nous répondrait-il ?*

GRISSET. — Les réponses seraient, sans doute, diverses. Oui, diraient les uns car on ne fait plus de politique, pour d'autres rien n'a changé, d'autres enfin diraient qu'ils sont enfin informés et que nos délégués parlent tous les 8 jours dans les amphes.

QUEYSANNE. — Oui car il y a du nouveau. Notre souci de démocratie interne s'est manifesté lors de la préparation de la manifestation : préparée par de petites manif d'amphi, par une agitation à la base, elle a été votée dans les amphes. Oui, il y a un nouveau style. (*Enquête réalisée par Catherine Delafosse, François Aron et Jacques Arnaud-Penent*)

UNI-Bref

DES ÉLECTIONS...

- à MONTPELLIER :

Élections sur carte de Faculté :

	U.N.E.F.	Anti- U.N.E.F
Lettres	682	426
Sciences	1.030	556
Médecine	400	833
Droit	483	396
Pharmacie	144	470
	<hr/>	<hr/>
	2.739	2.681

A la proclamation, les anti-U.N.E.F. ont manifesté aux cris de « L'O.A.S. au pouvoir » et expulsé les membres de la liste U.N.E.F.

- à AIX-EN-PROVENCE : Victoire U.N.E.F. : 1.020 (F.N.E.F. : 757). Pour la première fois depuis cinq ans, et malgré de graves irrégularités.

- à TOULOUSE :

Élections parallèles U.N.E.F. et F.N.E.F. U.N.E.F. majoritaires en Lettres et Sciences. F.N.E.F., en Médecine et en Droit. Participation très

faible. 25 % des étudiants ont voté.

- à PARIS :

Sciences-Po, 740 votants. Liste E. Mougeotte, 680. Bulletins nuls, 60.

Fédération des étudiants de Paris : participation de toutes les associations U.N.E.F. et F.N.E.F. François du Couédic (apolitique) à été réélu par 129 voix contre 96 au candidat U.N.E.F.

... DU NOUVEAU

- Inauguration du Centre universitaire d'Études européennes à la Faculté de Droit de Paris : Institut post-licence dans le cadre du Marché commun.

■ Dossier sur l'Agriculture et l'I.N.S.A. de Lyon, dans le dernier numéro du journal « Grandes Ecoles ».

- Numéro 0 des Cahiers de l'U.N.E.F. Au sommaire : La subvention : droit ou servitude. Le service civil en question. Le problème du logement.

Publication indispensable pour le militant.

- Grève à Lyon des étudiants en Médecine, du 17 au 22 à l'appel des Amicales U.N.E.F. et F.N.E.F. pour que soient réglées les modalités d'application de la réforme des études médicales.